

ZÄIT FIR ENG **NEI POLITIK**



NOTRE TÊTE DE LISTE, LUC FRIEDEN.

Homme politique, avocat, père de
Famille > S. 2

LOGEMENTS ABORDABLES.

Construire plus, rapide et abordable.
> S. 4

PLUS EN POCHE.

Moins d'impôts pour plus de pouvoir
d'achat > S. 5

NOS CANDIDATS.

Portraits de nos candidats
> S. 8

LISTE

4



OSTEN

CHÈRES LUXEMBOURGEOISES, CHERS LUXEMBOURGEAIS,

Les élections d'octobre détermineront l'avenir de notre pays.

Et ce, dans un contexte géopolitique et économique difficile. La terrible guerre en Ukraine, l'organisation future de l'Europe et le changement climatique ne sont que quelques-uns des grands défis qui exigent une vision d'avenir forte pour notre pays. Selon nous, une telle vision inclut une intégration européenne à plusieurs vitesses – sur le modèle de Schengen –, le renforcement de l'OTAN en tant qu'alliance pour la sécurité et la démocratie, ainsi qu'une politique de commerce extérieur géographiquement diversifiée.

Notre objectif pour les années à venir est de faire du Luxembourg un pays moderne avec une forte cohésion sociale. L'économie, le social et l'écologie doivent se développer main dans la main. Sans une économie compétitive et durable, il ne peut y avoir de progrès social ni de transition écologique et numérique réussie.

OUI, IL EST TEMPS DE CHANGER DE POLITIQUE.

En termes de compétitivité économique par rapport à nos voisins européens, le Luxembourg a récemment été rétrogradé à la vingtième place par l'institut suisse IMD, derrière des pays comme le Danemark, l'Irlande ou les Pays-Bas. Le Luxembourg devrait être en mesure de

SE CLASSER DANS LE TOP 10 DE CES ÉCONOMIES.

Nous devons revoir notre législation, notamment en ce qui concerne les procédures et l'organisation du temps de travail, et essayer de faire des progrès substantiels dans le domaine des infrastructures et de la numérisation. Nous devons réduire de 20% les charges administratives des entreprises. Nous devons également soutenir davantage les jeunes qui commencent leur vie professionnelle en leur offrant un kit de démarrage favorable sur le plan fiscal et une plus grande flexibilité dans l'organisation du temps de travail. Sans une croissance durable et inclusive, nous ne pourrions pas maintenir notre niveau de vie et notre système de sécurité sociale.

Pour notre pays, nous souhaitons une politique sociale forte et efficace, qui lutte efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et non pas une politique du « gratuit pour tous », qui n'est pas socialement juste et qui n'est pas financable à moyen terme. En investissant massivement dans les énergies renouvelables, nous voulons

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE,

qui est si importante pour la lutte contre le changement climatique. Sans sécurité, il n'y a ni liberté ni prospérité. C'est pourquoi il faut davantage de moyens pour améliorer la lutte contre la criminalité et renforcer la présence de la police dans nos localités.

Face à la crise du marché du logement et au coût élevé de la vie, nous voulons augmenter le pouvoir d'achat en réduisant la charge fiscale. La gravité de la situation sur le marché du logement exige des décisions urgentes qui n'ont malheureusement pas été prises au cours des dix dernières années. Grâce à différentes mesures fiscales et à quelques modifications de procédures, nous voulons augmenter substantiellement l'offre de logements et agir ainsi sur les prix et la pénurie de logements.

De grands progrès doivent également être réalisés dans le domaine de la formation aux compétences de l'économie de demain ainsi que dans le domaine de la mobilité. Il faut surtout accélérer l'amélioration du réseau

ferroviaire ainsi que la construction de routes de contournement, de pistes cyclables et du tramway vers les communes voisines de la Ville de Luxembourg.

Le logement, l'économie, la santé, la sécurité et la fiscalité ne sont que quelques-uns des domaines dans lesquels le Gouvernement actuel se trouve dans l'incapacité d'agir en raison de divergences d'opinion internes. Pourtant, notre pays doit aller de l'avant. Des décisions doivent être prises. Après dix ans de coalition bleue-rouge-verte, il est temps de changer !

LE CSV EST LE SEUL GARANT DE CE CHANGEMENT.

Luc Frieden



Luc Frieden

HOMME POLITIQUE, AVOCAT, PÈRE DE FAMILLE

Avocat, homme politique, président de conseil d'administration – la compétence, l'expérience et le flair de Luc Frieden ne sont plus à démontrer. Même dix ans après son départ temporaire de la scène politique. Son retour en tant que tête de liste nationale du CSV, bien qu'il ait été une surprise pour d'aucuns, a été accueilli avec respect. Même par ses détracteurs. Il n'y a guère de doutes sur ses capacités.

Le principal architecte du plan de sauvetage des banques

Il a suffisamment prouvé qu'il est capable d'être ministre et qu'il connaît le fonctionnement de l'Etat. La preuve la plus convaincante a été donnée à l'automne 2008, lorsqu'il a littéralement sauvé du jour au lendemain deux banques luxembourgeoises et, ce faisant, les économies de milliers de citoyens. Luc Frieden est considéré comme un négociateur habile. Dans les situations de crise, il déploie toute son énergie. Lors de ces journées décisives d'octobre 2008, il a négocié sans relâche. Parce que son sens des responsabilités le lui imposait.

Mais d'autres réalisations, comme l'introduction du partenariat enregistré (PACS) ou la loi sur la double nationalité, vont également à son actif. Ces deux lois ont permis au Luxembourg de progresser de manière significative.

Un expert financier et économique reconnu

Comme « le seul à connaître quelque chose du monde économique », comme l'a décrit un journaliste économique, sa réputation l'a précédé lorsqu'il a tourné le dos à la politique, après les élections de 2013. Ayant d'abord travaillé sur la place financière de Londres, Luc Frieden est revenu au Luxembourg en 2016, en tant que président du conseil d'administration de la plus ancienne banque luxembourgeoise. Parallèlement, il a repris son activité d'avocat. En 2019, il a également pris la présidence de la Chambre de commerce.

Un esprit ouvert

Ce parcours était-il prédestiné ? Non, Luc Frieden, fils d'un employé de l'Arbed et d'une institutrice, a grandi à Esch-sur-Alzette. Il y est allé à l'école, a passé son temps libre à s'amuser avec les enfants du voisinage, a fréquenté l'école de musique et le club de natation.



Luc Frieden à vélo lors de la tournée électorale

Lorsque ses parents ont déménagé à Luxembourg-Ville, il a changé de lycée. Après avoir obtenu son baccalauréat à l'Athénée, il a fait des études de droit dans des universités renommées, d'abord à Paris, puis à Cambridge et à Harvard – poussé par son ouverture d'esprit, sa curiosité et son désir de découvrir le monde.

Après avoir réussi ses études, Luc Frieden a d'abord travaillé comme avocat. À 30 ans, il est devenu député. Et à 34 ans, il a été nommé ministre lors d'un remaniement gouvernemental. C'était en 1998, en pleine guerre du Kosovo. Luc Frieden devait dès lors assumer la responsabilité de divers ministères, d'abord celui du Budget et celui de la Justice, puis les ministères de la Défense, de la Sécurité intérieure et des Finances.

Comprendre ce qui se passe dans le monde

Son passage dans le secteur privé en 2014 lui a permis de reprendre en quelque sorte là où il s'était arrêté après ses études universitaires et de poursuivre le développement de sa connaissance des autres cultures : « Comprendre ce qui se passe dans le monde, comment et pourquoi », résume-t-il sa motivation.

Luc Frieden ne voulait pas seulement être perçu comme le président d'une banque ou d'une institution survolant le monde et serrant des mains. Il voulait être à l'écoute. S'impliquer dans la société. Participer activement à la prise de décisions. Prendre des

décisions. Toujours au centre de ses préoccupations : les personnes et les entreprises. Au cours des dix dernières années, il a toujours cherché le contact avec les petites et moyennes entreprises, les fondateurs, les start-ups, la place financière et l'industrie

Der Spitzen-Kandidat

Luc Frieden ne s'est pas imposé au CSV comme tête de liste pour les élections législatives de 2023. On le lui a demandé. En raison de ses compétences et de son expérience. Ce fut vers la fin 2022.

Il n'a pas pris cette décision à la légère. Le processus de décision a duré trois semaines. Finalement, il a accepté ! Et il a quitté tous ses emplois. A la banque. A la Chambre de Commerce. Au cabinet d'avocats. Pour pouvoir se concentrer de manière absolue sur son nouveau et ancien rôle d'homme politique.



En visite auprès du Président portugais en juillet 2023

Cet homme marié et père de deux enfants adultes aura-t-il plus de temps pour sa famille et ses loisirs ? Probablement pas. Mais il se prend le temps. Pour le passer avec sa famille et ses amis, pour avoir des discussions en petit cercle. Mais aussi pour découvrir les trails luxembourgeois, pour faire du vélo et, si son emploi du temps le permet, pour partir en voyage - de préférence dans les Alpes, pour faire de la randonnée et pour „prendre des forces“ en vue des grands défis du pays.

UN LOGEMENT POUR TOUS.

De moins en moins de personnes peuvent encore se permettre d'habiter au Luxembourg. De nombreux jeunes doivent quitter leur commune d'origine. Les prix des logements ont plus que doublé au cours des dix dernières années. En même temps, les loyers explosent. Et les taux d'intérêt aussi. La crise annoncée dans le secteur de la construction ne fera qu'aggraver la crise du logement.

La coalition bleu-rouge-verte voulait s'attaquer au plus gros souci des citoyens avec une offensive sur le logement. Mais en fin de compte, aucun résultat n'a été délivré. Les trois partis gouvernementaux se bloquent plutôt les uns les autres. La situation a encore été aggravée par des décisions politiques inappropriées, comme la loi sur les loyers.

Le CSV s'est donné pour objectif d'entamer un tournant dans la politique du logement.

106,48%

AUGMENTATION DES PRIX DES LOGEMENTS EXISTANTS
(moyenne) 2014-2022

11,1%



AUGMENTATION DES PRIX DES LOYERS

2022-2023 (1 trimestre)

(Source: Observatoire de l'Habitat, 2023)

HAUSSE DES PRIX DES LOGEMENTS EXISTANTS

(Moyenne) 2014-2022

(Source: Logement en chiffres, Statec, 2014 / 2023)

Prix au mètre carré 12/2022:
8.734 EUROS



Prix au mètre carré 06/2014:
4.230 EUROS



Il faut construire plus et plus vite. Et aussi plus haut et un peu plus dense. Là où cela se justifie du point de vue de l'aménagement du territoire. Nous voulons accélérer les procédures de lotissement avec des délais contraignants. Nous réaliserons moins d'études d'impact et gagnerons ainsi du temps.

Nous ne prévoyons plus de compensations environnementales dans le périmètre de construction. Les extensions de périmètre restent possibles avec nous.

Nous voulons impliquer davantage les investisseurs privés dans la

construction de logements locatifs abordables. Nous les inciterons à investir également dans ce domaine. Nous réintroduirons en outre le taux de TVA super-réduit pour la construction de logements locatifs. Nous soutiendrons également davantage les formes alternatives de logement et de construction.

Nous organiserons l'aménagement du territoire de telle sorte que les logements soient encouragés et non empêchés. Et nous impliquerons et soutiendrons davantage nos communes. Sans que l'Etat ne se décharge de sa responsabilité.

En un seul mot :

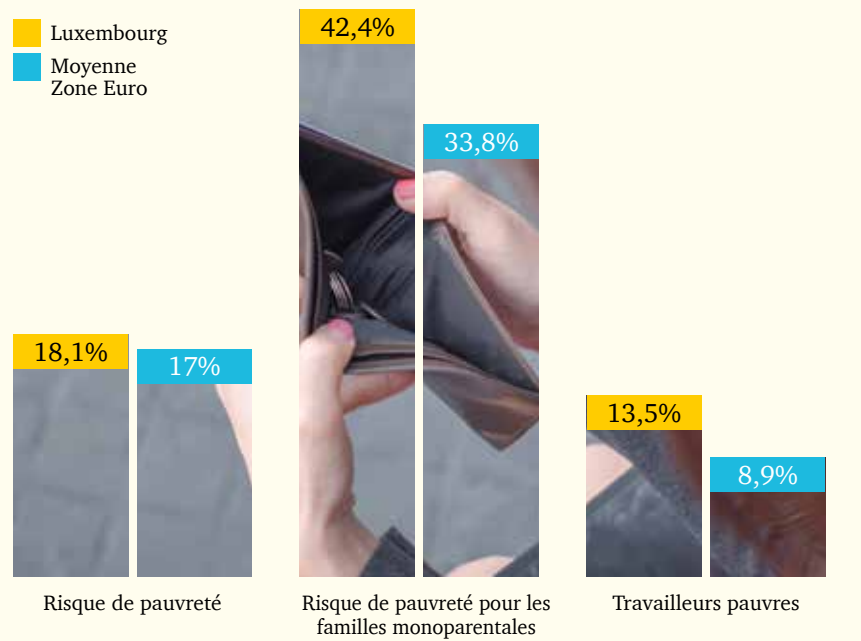
NOUS VOULONS AUGMENTER MASSIVEMENT L'OFFRE DE LOGEMENTS.

Car c'est la seule façon de faire baisser les prix. Parallèlement, nous renforcerons la demande en augmentant les exonérations. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à maîtriser la crise du logement. Le CSV mettra tout en œuvre pour que chaque citoyen puisse trouver un logement abordable au Luxembourg. Pour nous, cela fait partie de la qualité de vie.

PLUS DE POUVOIR D'ACHAT. MOINS D'IMPÔTS.

UN RISQUE DE PAUVRETÉ ÉLEVÉ AU LUXEMBOURG

(Source: Panorama social CSL, 2023)



63%

L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE EST UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR 63 % DES CITOYENS

(Source: Politmonitor, Ilres/RTL/Wort 2022)

La vie devient de plus en plus chère. De jour en jour. La charge fiscale augmente en parallèle. Depuis des années. En même temps, le pouvoir d'achat diminue. Pour les bas salaires. Mais aussi pour la classe moyenne. En outre, le risque de pauvreté augmente. De plus en plus de personnes ont du mal à joindre les deux bouts. Un mélange menaçant la cohésion sociale au Luxembourg.

Bleu-Rouge-Vert n'a pas réussi à renforcer le pouvoir d'achat et à alléger la charge fiscale. Même durant les bonnes années, les promesses n'ont pas été tenues. A commencer par la grande réforme fiscale. Elle a souvent été annoncée, mais jamais mise en œuvre.

Le CSV tient parole.

Nous réduirons le plus rapidement possible la charge fiscale des citoyens. Nous baisserons les impôts et rétablirons le pouvoir d'achat. Pour les bas salaires et les familles monoparentales. Nous soulagerons également la vaste classe moyenne. C'est là aussi une question d'équité fiscale.

LE TRAVAIL DOIT À NOUVEAU ÊTRE VALORISÉ.

Nous augmenterons le seuil d'entrée dans la première tranche d'imposition. Aussi pour les familles monoparentales. Nous adapterons par étapes le barème fiscal à l'inflation. Il faut mettre fin à l'augmentation rampante des impôts. Les tranches d'imposition seront élargies.

Les familles avec enfants bénéficieront d'abattements fiscaux plus élevés. La période de transition de la classe d'imposition 2 à la classe d'imposition 1a sera doublée à court terme, passant de trois à six ans.

Pour les jeunes, il y aura un kit de démarrage fiscal avec des abattements pour les premières années de travail. Ce sont justement les jeunes qui ont souvent besoin de plus d'allègement. Et aussi de plus de temps. Avec comme mot d'ordre : Work-Kids-Balance.

Avec le CSV, les citoyens ne paieront pas d'impôt sur les successions en ligne directe, ni d'impôt sur la fortune.

Nous le disons avec une clarté absolue. Nous attendons la même clarté de la part des autres.

La politique fiscale fait aussi partie de la politique sociale. Nous nous engageons pour plus de cohésion sociale. Aussi par le biais d'une classe moyenne forte et intégratrice. L'« ascenseur social » doit à nouveau fonctionner. C'est la seule façon de préserver la paix sociale dans le pays. C'est la seule façon de renforcer le pôle économique luxembourgeois. Avec plus d'essor grâce à moins d'impôts. Pour nos entreprises. Mais surtout pour les citoyens qui ont un besoin urgent de perspectives.

UN NOUVEL ÉLAN POUR NOTRE ÉCONOMIE.

Le Luxembourg n'est plus assez attractant. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est importante. La concurrence ne dort pas. Les entreprises manquent de terrains. La politique économique bleu-rouge-verte est une politique annonciatrice sans résultats. Aucune stratégie d'avenir n'est visible. Il manque en outre une position claire en matière de croissance.

Pour le CSV, les choses sont claires :

NOUS AVONS BESOIN DE CROISSANCE.

Mais d'une croissance durable et inclusive. Qui apporte une valeur ajoutée au pays et à ses habitants. Sans détruire notre environnement. Seule la croissance nous permettra de payer nos salaires, nos pensions et notre système social. C'est la seule façon de conserver de bons emplois. C'est la seule façon d'assurer une prospérité durable pour tous.

Nous allons réduire de 20% les obstacles administratifs pour les entreprises. La simplification administrative n'est pas qu'un slogan pour nous. Nous en-

couragerons fiscalement les nouveaux investissements dans la transition numérique et écologique.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent toujours l'épine dorsale de notre économie. Ce sont justement ces PME, souvent des entreprises artisanales, que nous voulons soutenir davantage. En mettant à disposition suffisamment de terrains dans nos zones industrielles. En améliorant la formation initiale et continue. En apportant plus de soutien aux reprises d'entreprises. Pour nous, le réaménagement de l'organisation du temps de travail se fait dans le cadre du dialogue social et de manière individuelle pour chaque entreprise. Pas de manière imposée.

Le Luxembourg doit devenir plus compétitif dans son ensemble. Nous visons à moyen terme une adaptation de l'impôt sur les sociétés à la moyenne de l'OCDE. Nous voulons développer notre place financière pour en faire le numéro un en matière de « finance verte ». Elle doit rester compétitive par rapport à Dublin et Londres.

Parallèlement, nous voulons renforcer la promotion du pôle économique luxembourgeois. Nous voulons conserver les entreprises existantes. En même temps, nous voulons nous diversifier et attirer de nouvelles entreprises sur notre territoire. Y compris dans le domaine de l'industrie. Le Luxembourg doit rester un lieu de production. Il en va de même pour l'agriculture et la viticulture. Nous renforcerons notre agriculture et notre production alimentaire. Pour ce faire, nous misons sur l'innovation et la durabilité. Tout en veillant à l'équilibre entre l'écologie, l'économie et le social.

Nous voulons donner un nouvel élan à notre économie et donc à notre pays. Pour que le Luxembourg reste solvable, nous veillerons à maintenir à l'avenir un rating AAA pour nos finances publiques. Pour nous, une ressource centrale pour l'avenir est également une éducation moderne. Avec plus de compétences et de créativité. Et moins de système « entonnoir » où on ne fait qu'accumuler le savoir. Pour nous, l'économie et le social ne sont pas opposés, mais constituent les deux faces d'une économie sociale de marché durable.

PLUS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES NOUVELLES PISTES CLIMATIQUES.

Le syndrome bleu-rouge-vert est particulièrement visible dans la politique climatique. De grandes ambitions. Un marketing rayonnant. Mais peu de pistes concrètes. Et surtout : des résultats très limités. Le Luxembourg est en queue de peloton de l'UE en matière d'énergies renouvelables. En ce qui concerne le bilan carbone, peu d'améliorations structurelles sont visibles.

LE CSV REPRÉSENTE LA PROTECTION DU CLIMAT BASÉE SUR DE NOUVELLES IDÉES.

Sans idéologie aucune. Surtout en ce qui concerne les énergies renouvelables. Nous les développerons massivement d'ici 2030.



Nous exploiterons pleinement le potentiel de l'énergie solaire sur les surfaces scellées et établirons un cadastre de l'énergie éolienne. Nous encouragerons le développement de la photovoltaïque au niveau des particuliers et des entreprises par des incitations fiscales. Nous voulons mettre en place une coopération photovoltaïque entre les propriétaires de toits privés et les instances publiques. Nous voulons développer l'infrastructure de réseau de manière décentralisée avec des investissements substantiels.

Nous adhérons aux objectifs climatiques européens. Nous voulons atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Nous introduirons des procédures plus efficaces dans le cadre de la transition énergétique. Et nous restons fondamentalement ouverts aux nouvelles technologies. Dans le domaine de l'énergie, la technologie évolue très rapidement. Un bel exemple en est la technologie de l'hydrogène, que nous voulons promouvoir de manière ciblée. Parallèlement, nous devons économiser l'énergie et l'utiliser plus efficacement. Par ailleurs, nous allons développer la recherche en matière de stockage de Co2.

Nous ferons en sorte que la protection du climat et de l'environnement soit aussi simple que possible. C'est pourquoi nous introduirons un « gui-

chet unique » comme point de contact central pour toutes les demandes et autorisations en matière d'environnement.

La politique climatique ne peut se faire qu'ensemble. Ensemble avec nos communes. Ensemble avec nos petites et moyennes entreprises. Ensemble aussi avec notre industrie. Nous procéderons à des investissements de soutien en matière de protection du climat, de la nature et de l'eau. L'Etat doit également assurer son rôle d'exemple.

Nous sommes favorables à la taxe sur le CO2. Mais nous voulons l'accompagner socialement. Et la compenser par des aides financières substantiel-

les, par exemple sous la forme « d'aide financière climatique »

Nous voulons que les gens adhèrent à notre politique climatique. C'est pourquoi nous misons sur des incitations. Et sur la force de conviction d'une nouvelle politique climatique et énergétique orientée vers les résultats.

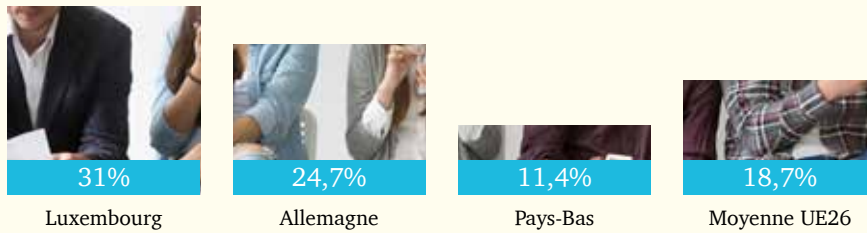
**INTÉGRALITÉ
DU PROGRAMME
ICI**



PRIORITÉ AU PATIENT

PROPORTION DE CITOYENS* DONT LES BESOINS MÉDICAUX NE SONT PAS SATISFAITS EN RAISON DE DÉLAIS D'ATTENTE TROP LONGS

(Source: Plan national Santé, 2023 / *selon propres données)



Notre système de santé n'est pas adapté à l'avenir. Au cours des décennies de politique de santé socialiste, notre système de santé n'a guère évolué. Des décisions et des étapes nécessaires ont été manquées, reportées ou négligées.

Le Luxembourg dispose de médecins compétents, d'un personnel soignant de qualité et de bons hôpitaux. Mais pour les patients, l'accès à la médecine est souvent long et fastidieux. Que ce soit aux urgences, pour consulter un spécialiste, pour un diagnostic radiologique (mammographie, IRM) ou même pour des analyses de laboratoire compliquées, les délais d'attente sont souvent de plusieurs heures, jours ou même mois. Pour les personnes malades et leurs familles, cette situation est souvent difficile et démoralisante. Pour nous, cette situation est politiquement inacceptable. Pour le CSV, le développement de la

médecine ambulatoire est une priorité absolue. Concrètement, nous voulons continuer à développer et à régionaliser le réseau des « Maisons médicales ». Celles-ci doivent être ouvertes sept jours sur sept. Les petites urgences peuvent ainsi être traitées en dehors des heures d'ouverture normales et de l'hôpital. Les services d'urgence seront ainsi désengorgés. Nous allons créer un cadre légal pour

 **23%**

23% DE MÉDECINS* EN MOINS AU LUXEMBOURG QUE LA MOYENNE DE L'UE

(Source: Plan national Santé, 2023 / * pour 1000 habitants)

nalisé. Nous autoriserons dans ces cabinets partagés l'utilisation de matériel de radiodiagnostic comme les IRM ou les appareils de mammographie. L'accès à un traitement médical complet sera ainsi accéléré. Les hôpitaux seront ainsi moins sollicités.

En outre, nous développerons de manière conséquente la télémédecine et les soins à domicile. Aujourd'hui, les initiatives ciblées font défaut dans ce domaine. Nous voulons un traitement rapide et simple pour le patient. Partout où cela est possible. Cela permettra de décharger les hôpitaux. Les personnes gravement malades bénéficient d'un accès plus rapide. Un traitement à domicile, au sein de la famille, signifie en outre une médecine plus humaine pour de nombreux patients. Nous allons créer un cadre légal à cet effet. Les taux de remboursement seront adaptés. Il faut également accorder plus d'importance à la santé mentale.

Pour nous, le patient est au centre de nos préoccupations. Chaque patient a droit à des soins médicaux rapides et de première qualité. Notre système de santé doit répondre aux besoins des patients. C'est la seule façon de le pérenniser.

UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES RURALES.

Le CSV veut continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens dans les régions rurales. La qualité et le niveau de vie doivent être les mêmes partout dans le pays. Pour le CSV, il n'y a pas de citoyens ni de régions de seconde classe.

L'espace rural offre un riche potentiel de développement. Il est malgré tout négligé par le gouvernement bleu-rouge-vert. Pour renforcer l'espace rural, le CSV propose les mesures suivantes :

HABITER, VIVRE ET TRAVAILLER DE MANIÈRE DÉCENTRALISÉE



- Davantage de logements dans les régions rurales ;
- Création d'emplois et diversification économique dans les régions rurales en encourageant l'implantation et le développement de petites et moyennes entreprises ;
- Développement de l'offre de services, y compris la décentralisation des administrations ;
- Maintenir une offre de base en matière d'agences bancaires et postales et de distributeurs automatiques de billets (Bancomat) ;
- Création d'incitations au développement pour revitaliser les centres des villages ;

UNE MEILLEURE OFFRE DE MOBILITÉ

- Offre équivalente de transports publics dans toutes les régions ;
- Meilleure coordination des horaires de train et de bus ;
- Création d'autres « pôles d'échange », par exemple à Junglinster (Beelenhaff) ;
- Développement de parkings « P&R » transfrontaliers pour les frontaliers ;
- Analyser et faire avancer les projets de routes de contournement nécessaires (p.ex. pour Echternach et Remich) ;
- Développer les liaisons transversales par bus entre les villages et les pôles d'échange ;
- Introduction généralisée des « bus à la demande » (Ruff-Bus) ;
- Optimisation du transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite (Adapto) ;
- Extension de l'offre de bus de nuit (Night-Bus) ;
- Pistes cyclables express pour les grandes distances entre deux localités ;
- Création d'un réseau national cohérent de pistes cyclables avec des connexions entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales.



RENFORCEMENT DE LA VITICULTURE ET DE L'AGRICULTURE

- Maintien de la région de la Moselle comme région viticole interdépendante ;
- Stratégie de marketing globale pour les vins et crémants luxembourgeois ;
- Achèvement de l'aménagement du « Haus vum Wäin » à Ehnen en un point de contact central pour le tourisme national et étranger dans la région de la Moselle ;
- Le facteur épicurien du vin et du crémant (ainsi que la gastronomie) comme élément de la stratégie touristique nationale ;
- Simplification des règles administratives pour les viticulteurs ;
- Elaboration d'un statut spécifique pour les viticulteurs ;
- Meilleure protection du sol, principal facteur de production de l'agriculture et de la viticulture ;
- Soutenir la production animale durable : la production laitière et la production de viande restent des piliers importants de l'agriculture ;
- Soutenir le développement de l'agriculture biologique ; l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle ne doivent pas être mises en concurrence



AMÉLIORATION DES SOINS MÉDICAUX



- Réduire les délais d'attente ;
- Développer sur l'ensemble du territoire des « Maisons médicales » fonctionnant 24 heures sur 24 ;
- Encourager l'implantation de cabinets médicaux communs bien équipés avec IRM, scanner, etc. au niveau communal ;
- Coopération plus efficace entre les hôpitaux et les cabinets médicaux ;
- Développer et optimiser les services d'urgence à l'échelle nationale.

PLUS DE SÉCURITÉ

- 700 policiers supplémentaires dans tout le pays - y compris dans les régions rurales ;
- Plus de présence policière et moins de travail administratif ;
- Introduction d'une unité de police communale au sein du corps de police existant ;
- Création d'une unité de police pour les transports publics pour plus de sécurité dans les bus, les trains et les gares ;
- Révision de la législation pour endiguer la mendicité agressive ;
- Surveillance vidéo dans les points chauds ;
- Plus de marge de manœuvre pour les bourgmestres dans les affaires de l'ordre public ;



PLUS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS



- Protéger au mieux les citoyens contre les risques de crues et d'inondations ;
- Renaturation des ruisseaux et des rivières - partout où cela est possible.

UN MESSAGE DIRECT.

C'est ici que la campagne commence à se mettre en place. Partout dans le pays, nos infatigables militants ont sillonné les routes et placardé nos affiches. Des messages rapides et clairs qui mettent l'accent sur nos sujets.



LÛSCHT
4

CSV

**MÉI PLAZ FIR
WUNN-
RAUM.**

Méi bauen. Méi séier.

LÛSCHT
4

CSV

**MÉI AN
DER
TÄSCH.**

Méi Netto. Manner Steieren.

LËSCHT
4



NEI ENERGIE FIR D'KLIMA.

Méi erneierbar Energien.

LËSCHT
4



KENG FRÄIHEET OUNI SÉCHERHEET.

700 zousätzlech Polizisten.

LËSCHT
4



STAD. LAND. DOKTER.

Iwwerall medezinesch Versuergung.

LËSCHT
4



WIRTSCHAFT. NOHALTEGKEET. WUELSTAND.

20% manner administrativen Opwand.

NOS CANDIDATS POUR L'EST.

LÉON GLODEN

Tête de liste



5 heures du matin : le réveil sonne. C'est l'heure à laquelle Léon Gloden se rend généralement à la salle de sport. C'est le seul moment de la journée où le semi-marathonien peut s'adonner à sa passion. Car les journées de Léon Gloden, né en 1972, sont bien remplies – en tant que bourgmestre de sa « métropole mosellane » Grevenmacher, en tant que député CSV et, qui plus est, en tant qu'avocat d'un cabinet renommé.

Ce père de deux enfants, qui ne manque pas d'humour, se distingue dans son travail par son engagement. D'abord pour plus de sécurité – « la première mission de l'État ». Ensuite pour le développement économique des zones rurales. « En tant que député de la circonscription Est, je suis

particulièrement conscient de l'importance de ce sujet ». Grâce à son ancien mandat de président de la « Reine du vin », il connaît également les défis de la viticulture.

Il est particulièrement fier de la réforme constitutionnelle sur laquelle il a travaillé au cours de la dernière législature. Et du fait que, grâce à son engagement, un appareil IRM a été mis en service au Potaschberg. Dans les années à venir, il veut continuer à s'engager pour une meilleure qualité de vie dans les zones rurales, pour le renforcement de la sécurité et pour un système judiciaire qui fonctionne. Et bien sûr pour qu'un peu du « Mieseler way of life » soit intégré dans la politique nationale.

Tête de liste

MAX HENGEL

Qu'il s'agisse d'une fête du vin, d'une kermesse ou d'une assemblée de citoyens – il n'y a que peu de manifestations dans l'Est auxquelles Max Hengel ne participe pas. Et ce, pour le plus grand plaisir de tous les participants: avec son large sourire et sa bonne humeur, ce « garçon de la Moselle » sait en effet comment mettre de l'ambiance. Aujourd'hui, cet homme de 46 ans, père de deux garçons, est maire de sa commune natale, Wormeldange.

Lors de la dernière législature, il a fait son entrée au Parlement début 2022, en remplaçant Françoise Hetto-Gaasch. En tant qu'ancien collaborateur du groupe parlementaire CSV, il connaissait parfaitement le travail de la Chambre, ce qui lui a permis

de s'impliquer rapidement. Et c'est tant mieux, car peu de temps après son arrivée au poste de député, le diagnostic bouleversant est tombé : cancer de l'intestin. Pour Max Hengel, il ne faisait aucun doute : « Je vais m'en sortir », a-t-il dit à l'époque. Ce qu'il a fait – avec le soutien de sa famille et de ses amis. « On sous-estime à quel point une telle maladie affecte aussi l'entourage. »

Cette expérience a influencé son travail politique. A la Chambre, il s'est particulièrement investi dans la prévention de la santé et la santé mentale. Au cours des cinq prochaines années, il veut en plus s'engager pour plus de durabilité – « c'est la seule façon d'avoir un avenir pour nos enfants. »



RICARDO MARQUES



Si l'on demande à Ricardo Marques ce qu'il aime faire de son temps libre, il répond spontanément et sans trop réfléchir : « Vivre, tout simplement ! Il faut profiter pleinement de la vie ». On le voit d'ailleurs tout de suite sur le visage de ce trentenaire : c'est un homme qui aime la vie, qui est toujours ouvert à la nouveauté et qui s'investit à 100% dans tout ce qu'il entreprend. Il en va de même pour le CSV : il représente le parti non seulement au conseil communal de la ville d'Echternach (il était échevin jusqu'aux élections de 2023), mais il est également actif en tant que président de la section locale du CSV de sa commune. Il est en outre président de circonscription du CSJ, le parti de la jeunesse du CSV, pour l'Est.

Ce psychologue, qui travaille pour le ministère de l'Éducation, considère la santé mentale comme une priorité politique. « Il faudrait absolument mettre davantage l'accent sur ce thème, et ce dès le début de la vie », explique-t-il. « Surtout chez les enfants – il est important de tenir compte de tout leur environnement dans tous les aspects qui concernent leur vie. »

Par son engagement, il veut façonner la politique d'aujourd'hui et de demain « en redonnant à l'homme sa place au cœur de la société. L'homme tel qu'il est, avec toutes ses facettes, ses forces et ses faiblesses. »

OCTAVIE MODERT

Octavie Modert (56 ans) est infatigable. Que ce soit en tant que secrétaire générale du Conseil des ministres, ministre ou désormais députée, il est essentiel pour cette juriste de formation de maîtriser ses dossiers.

« Je veux trouver les réponses adéquates aux préoccupations de nos concitoyens », dit-elle. « Cela prend du temps. »

Au cours de la législature précédente, la culture a été une affaire de cœur. « La culture est un besoin fondamental », dit-elle, « nous devons continuer à travailler pour que tout le monde ait accès à la culture ». De même, elle a soutenu la viticulture : que ce soit dans le contexte de la loi agricole ou à l'époque de la Covid, elle a toujours attiré l'attention sur

les difficultés grandissantes des viticulteurs. Et elle s'est engagée pour le thème de l'enseignement supérieur. Notamment pour les études de médecine : « Il faut former davantage de médecins dans notre pays », affirme Octavie Modert.

Pour les années à venir, elle veut en outre se consacrer davantage aux petites et moyennes entreprises. Elle ne connaît que trop bien les difficultés auxquelles ces entreprises sont confrontées, notamment à cause de l'exploitation viticole de son mari. Tout d'abord les obstacles administratifs. « On les sous-estime ». Ensuite, la numérisation des processus de travail. Et enfin, au niveau du recrutement du personnel. « Il est difficile de trouver des collaborateurs ».



RAPHAËL SCHMITZ



Que ce soit à vélo, à pied ou même en nageant – Raphaël Schmitz, né en 1974, est toujours en train de faire du sport. « Ma famille est originaire de Wellenstein et j'adore redécouvrir à chaque fois les magnifiques paysages de l'Est à vélo », explique-t-il.

« J'ai besoin de faire du sport pour canaliser toute mon énergie. » Avec sa famille, il fait souvent des excursions le week-end, notamment pour faire découvrir à son fils Hyeon (5 ans) « les merveilles de la nature », comme il l'explique. Actuellement, il essaie de lui apprendre à nager. « Ce n'est pas si facile que ça », dit-il en riant.

Ce sportif passionné a été directeur d'une résidence pour personnes âgées

jusqu'en 2018 et travaille aujourd'hui comme ergothérapeute. Pendant son temps libre, il a également suivi une formation d'éducateur spécialiste du monde sauvage. « Il est important pour moi d'améliorer concrètement et à long terme les conditions de vie de notre société », explique Raphaël Schmitz. Dans son travail – et par son engagement politique.

Lors des dernières élections, il a été confirmé comme échevin de sa commune de Junglinster ; fin 2021, il était entré au collège échevinal. « Pour moi, la politique signifie trouver des solutions pragmatiques et axées sur des valeurs à des questions de société, ainsi qu'essayer d'inspirer les jeunes à participer à la construction de leur avenir », dit-il.

RITA WALLERICH

« Je vis dans la plus belle région du Luxembourg ! » Pour Rita Wallerich (63 ans), cela ne fait aucun doute. Cette mère de deux enfants au caractère bien trempé – et fière grand-mère de sa première petite-fille ! – a passé toute sa vie à Remich. « J'aime tellement me promener dans la forêt et dans les vignobles », raconte-t-elle.

Lorsque son fils, âgé d'à peine 21 ans, a été frappé par un coup du sort et s'est retrouvé en fauteuil roulant, il était évident pour Rita Wallerich : « Je veux m'engager pour les personnes à mobilité réduite – il faut notamment agir pour rendre les transports publics accessibles. » Aujourd'hui, elle est très engagée politiquement en tant qu'échevine de la commune

de Remich. Début 2022, elle avait fait son entrée au conseil échevinal et a pu défendre son mandat lors des dernières élections.

Avant sa retraite, elle était active dans l'entreprise de sa famille : « Mes parents avaient un hôtel-restaurant dans lequel mon frère et moi travaillions », raconte-t-elle. C'est pourquoi les petites et moyennes entreprises sont aujourd'hui particulièrement importantes pour elle. Et le thème de la sécurité : « Il est tout simplement inacceptable qu'aujourd'hui les personnes âgées, mais aussi les jeunes, n'osent plus sortir de chez eux ! », estime-t-elle. « Il faut absolument renforcer la présence de la police. »



STÉPHANIE WEYDERT



Secrétaire générale du CSV, bourgmestre de la commune de Rosport-Mompach et avocate dans un cabinet renommé : pour Stéphanie Weydert, il n'y a qu'une seule direction dans la vie – droit devant. « Crois que tu peux le faire et tu es à la moitié du chemin », se plait-elle à rappeler la citation de Theodore Roosevelt. Ambitieuse, la jeune femme de 39 ans trouve son équilibre au quotidien en faisant du sport ou en jouant du violoncelle.

Dans son travail politique, Stéphanie Weydert, qui est membre du conseil d'administration de l'organisation « elisabeth – am sozialen déngscht zu lëtzebuerg », veut particulièrement s'engager pour l'égalité des chances des personnes handicapées.

« Je constate régulièrement à quel point il est difficile de vivre ensemble. » Une autre priorité est l'économie. « Notre pays a besoin d'une économie forte avec des entreprises saines qui créent de nombreux emplois », dit-elle. Le développement des zones rurales lui tient particulièrement à cœur.

« Nous avons besoin de plus de sites pour les petites et moyennes entreprises dans les zones rurales ».

Au travers de ses mandats politiques, Stéphanie Weydert veut « participer activement à la vie de sa commune et du pays », comme elle le souligne. « C'est tellement agréable de pouvoir observer sur place la mise en œuvre d'une décision politique à laquelle on a contribué. »





walen2023.csv.lu

NOS RÉUNIONS ÉLECTORALES

LET'S GO ! LANCEMENT DE LA CAMPAGNE AVEC LUC FRIEDEN*

12.09. 19:30 heures
Centre Culturel „Schéiss“
dans le centre ville à Belair
142, Val-Sainte-Croix
1370 Luxembourg / Belair



NOUS VENONS À VOTRE RENCONTRE EN BUS

plus d'infos sur osten.csv.lu

MANIFESTATION DE CLÔTURE AVEC LUC FRIEDEN*

05.10. 19:30 heures
au HITCH
au Limpertsberg
21-25, Allée Scheffer
2520 Luxembourg/ Limpertsberg

ECHTERNACH

02.10. 19:30 heures
Trifolion Echternach
2, Porte Saint Willibrord
6486 Echternach

JUNGLINSTER

03.10. 19:30 heures
Lënster Lycée
2, Rue Victor Ferrant
6122 Junglinster

GREVENMACHER*

04.10. 19:30 heures
salle des fêtes de l'école
réunion électorale avec la tête de
liste Luc Frieden
3, Rue de l'École
6722 Grevenmacher

REMICH

28.09. 19:30 heures
Centre sociétaire
„Al Schoul“
1, Rue Neuve
5560 Remich

MONDORF

25.09. 19:30 heures
an der Schoul
1-3, Avenue des Villes Jumelées
5612 Mondorf



*Traduction simultanée en français